

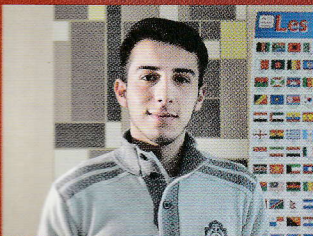
LYON CAPITALE

LES ESPRITS LIBRES

IMMOBILIER
À LYON, LES PRIX
CONTINUENT
DE CHUTER

JUIFS, ARMÉNIENS, MAGHRÉBINS
ASIATIQUES, TURCS, ITALIENS...

AU CŒUR DES COMMUNAUTÉS DE LYON



CES GRANDS PROJETS POUR RELANCER LA RÉGION

DOSSIER





COMMUNAUTÉS LA MOSAÏQUE LYONNAISE

“Je suis Charlie, je suis juif, je suis flic, je suis musulman”. La devise d’après-attentats semblait signer un retour en force des valeurs républicaines et de la laïcité. Mais la réalité est plus complexe et la plupart des communautés françaises ont été traversées par une tentation de repli communautaire. Après avoir tenté d’analyser “La fracture Charlie”, la rédaction de *Lyon Capitale* s’est interrogée sur la dynamique d’intégration des différentes communautés lyonnaises. Comment chacune concilie son attachement à la République et la préservation de sa culture ? Comment perçoivent-elles leur propre intégration ? À quels enjeux spécifiques sont-elles aujourd’hui confrontées ? Reportage au sein de la diversité lyonnaise.



Juifs

La tentation du départ vers Israël

400 familles lyonnaises sont parties vers la Terre promise l'année dernière. Un chiffre qui promet d'être largement dépassé en 2015.

Dans le bureau du grand rabbin de Lyon, Robert Wertenschlag, le téléphone sonne sans interruption. L'entretien qu'il a accordé à *Lyon Capitale* est entrecoupé de conseils et de rendez-vous donnés à des fidèles. "Je suis très occupé en ce moment. J'ai beaucoup d'appels de personnes qui veulent que je leur délivre des certificats de judaïcité. C'est l'un des sésames pour partir en Israël", nous explique-t-il. À Lyon, en 2014, 275 personnes sont parties s'installer en Terre sainte. "Depuis les attentats de janvier, les demandes sont exponentielles", ajoute le grand rabbin, en poste à Lyon depuis 1974, qui estime que ce chiffre sera largement dépassé cette année.

La série d'attaques de djihadistes du 7 au 9 janvier, notamment contre le supermarché casher de la porte de Vincennes, a provoqué un profond traumatisme dans la communauté juive. "À Lyon, j'ai pas mal de potes qui réfléchissent à leur départ vers Israël. Les attentats, ça les a fait flipper", explique Sofia*, 30 ans, ingénieure en biologie, convertie depuis un an.

L'année dernière, la France a comptabilisé 7 000 départs vers Israël, quand, en 2013, on en recensait 3 000. "En janvier, sur tout le territoire, il y a eu 3 700 personnes qui ont participé à des réunions d'information pour faire leur alyah. Alors qu'ils étaient 300 en janvier 2014. Clairement, la question de l'alyah se pose dans presque toute les familles juives françaises aujourd'hui", précise Daniel Benhaim, directeur de l'Agence juive pour Israël, l'organisme chargé de l'immigration en Israël. Pour lui, ces demandes en forte augmentation traduisent une tendance lourde, même si toutes ne se concrétisent pas par un départ.

Entre 15 et 30 % de retours en France après plusieurs années

Même si les chiffres explosent, les juifs qui préparent leur départ ne constituent pas une majorité en France. "Moi, je suis français avant tout. Ce pays m'a tout donné. Je ne vois pas pourquoi je partirais", affirme Marc, 48 ans, père de trois enfants scolarisés dans une école juive de Villeurbanne. "Économiquement, ce n'est pas un eldorado, Israël. Il y en a beaucoup qui reviennent, qui ne trouvent pas de boulot, assure Igal, 34 ans, opticien. Faut apprendre l'hébreu. Et puis, partir d'un pays en paix pour vivre dans un pays en guerre, franchement, ça ne me fait pas rêver." D'après l'Agence juive, moins de 5 % des juifs qui partent faire leur alyah reviennent au bout d'un an. Mais ce chiffre oscille entre 15 et 30 % après plusieurs années.

La dernière fois que Sofia s'est rendue en Israël, elle n'en a pas gardé un souvenir impérissable : "Pourtant, je m'y rendais pour le mariage d'un copain. La veille, des roquettes ont été lancées. J'ai entendu la sirène et on a dû se cacher dans une cave. C'était assez effrayant."

"On est français, qu'est-ce qu'on irait faire là-bas ?"

Quant à l'appel de Benyamin Netanyahu à rejoindre Israël lancé aux juifs d'Europe, tous n'ont pas forcément apprécié la démarche. "C'est un con, tout simplement, nous confie Albert, 70 ans, retraité. On est français. Qu'est-ce qu'on irait faire là-bas ? Moi, j'ai toute ma famille à Lyon, mes amis. Ça ne m'a jamais traversé l'esprit." Alain Jakubowicz, le président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), a d'ailleurs appelé le Premier ministre israélien à cesser ses

En janvier, 3 700 juifs ont participé à des réunions d'information pour faire leur alyah, contre 300 en janvier 2014



EN CHIFFRES

La communauté juive dans l'agglomération lyonnaise

- ◆ 40 000 juifs dans l'agglomération lyonnaise.
- ◆ En France, on recense 500 000 juifs, soit la première communauté en Europe et la 3^e dans le monde après Israël et les États-Unis
- ◆ 3 écoles juives ◆ 12 synagogues

Les conditions pour partir s'installer en Israël

- ◆ Être juif, fils ou petit-fils de juif, ou avoir un conjoint juif
- ◆ Ne pas représenter un danger pour Israël
- ◆ Prouver sa volonté de s'installer en Israël définitivement



© AFP



© Xavier Chabert

Richard Wertenschlag

appels aux juifs d'Europe. Dans une tribune publiée dans *Le Monde*, il s'interroge : "Mais au nom de quoi les juifs européens et particulièrement les juifs français quitteraient leur pays ? Ce n'est pas à eux de partir, mais aux salauds qui s'attaquent à eux (...) Je refuse que la France ne soit plus la France, comme cela adviendrait si les juifs devaient quitter son sol (...) La France est mon pays et personne ne m'en fera partir. Je n'accepte pas l'idée que les juifs soient confinés dans un État, fût-il le leur. La vocation d'Israël n'est pas de devenir le dernier village juif de la planète. Français, je n'ai pas à juger de la politique conduite par Benyamin Netanyahou, mais je suis autorisé à lui demander de ne pas interférer dans ma vie de citoyen et de renvoyer l'idée que je serais un Français de seconde zone."

"Les plus religieux viennent encore prier, mais ils laissent leurs enfants à la maison"

Pourtant, tous ressentent une certaine inquiétude. Richard Wertenschlag constate un absentéisme notable à la synagogue depuis les événements de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Casher. "Les juifs ont été impressionnés par ce qui s'est passé. Les plus religieux viennent encore prier, mais ils laissent leurs enfants à la maison. De peur d'être une cible", ajoute-t-il. La synagogue, comme la

Des conditions d'installation plutôt alléchantes

Israël, qui cherche à faire progresser son nombre d'habitants, offre une prime à tout nouvel immigrant : de 18 000 shekels (4 000 euros) pour une personne seule à 43 000 shekels (9 700 euros) pour un couple avant l'âge de la retraite. Mais les aides à l'intégration ne se limitent pas à du numéraire. L'État hébreu propose aussi aux candidats à l'alyah un billet d'avion gratuit, des cours d'hébreu payés pendant 5 mois, des réductions sur les taxes d'acquisition d'un appartement, des baisses d'impôt sur le revenu pendant 42 mois, des réductions sur les impôts locaux et les taxes douanières à l'importation ou à l'achat de voitures, d'appareils électriques et d'équipements pour la maison.

Un retour du religieux chez les jeunes ?

Dans un restaurant typiquement lyonnais du centre-ville, une dizaine de copains entre 55 et 70 ans déjeunent à la bonne franquette. Clopes au bec et tartare de bœuf dans l'assiette. Une poignée d'entre eux sont juifs pieds-noirs, issus de l'immigration des années 1960. Étant peu pratiquants, ils constatent un regain d'intérêt pour la religion chez certains jeunes. "Ma fille de 28 ans est bien plus stricte que moi lors du shabbat, nous explique Richard C. Elle éteint toutes les lumières. Elle nous parle de faire son alyah... Avec ma femme, on n'en revient

pas. C'est quoi, ces conneries ! Mais je la laisse faire, elle est grande. Je sais bien que, si elle part, elle reviendra vite en France ! Elle apprécie trop notre culture et notre mode de vie."

David*, 63 ans, gynécologue, s'étonne de rites religieux observés chez les jeunes femmes. "Elles font toutes le mikvé, une ablution nécessaire après avoir observé sept jours d'abstinence après la fin des règles. C'est un rite qui était complètement obsolète et qui est revenu en force. Même nos mères ne le faisaient pas !"

Pour ce petit groupe, la mixité, qu'ils ont connue dans leur jeunesse en Algérie, au Maroc ou en Égypte, a volé en éclats. Et le repli identitaire est palpable.

majorité des lieux de culte et des écoles juives de l'agglomération, est surveillée en permanence par des militaires. Le président du consistoire israélite de Lyon s'en félicite. "Il y a une anxiété palpable, c'est sûr. Mais, en même temps, nous avons reçu des messages rassurants en provenance du Gouvernement, aussi bien dans le discours de François Hollande et Manuel Valls que dans les faits. Très rapidement, deux jours après les attentats, les militaires étaient réquisitionnés pour protéger nos lieux de culte", détaille Marcel Dreyfuss.

"C'est ce qu'on a oublié de transmettre à nos gosses : le respect de la religion de l'autre"

Afin d'éviter les insultes antisémites, certains se font plus discrets. Chez les jeunes, la casquette remplace souvent la kippa. Marc A., un père de famille de 48 ans, conseille à ses garçons de laisser leur couvre-chef au placard : "Ils ont déjà eu des problèmes dans les rues de Villeurbanne, alors je leur demande de faire attention. Même avant les attentats, je ne voulais pas qu'ils mettent une kippa."

Pour Albert, un juif athée, l'antisémitisme bourgeois qui existait à Lyon a migré vers les banlieues. "Moi, je suis né au Caire, j'ai toujours vécu avec des musulmans. Et ça se passait très bien :

musulmans et juifs cohabitaient. Il y avait du respect. Et c'est peut-être ce qu'on a oublié de transmettre à nos gosses : le respect de la religion de l'autre."

Selon le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) et les données du ministère de l'Intérieur, les agressions antisémites ont doublé en France en 2014 (851 actes, contre 421 en 2013). 51 % des actes racistes sont tournés vers les juifs. "Sachant que les juifs représentent 1 % de la population française, c'est un chiffre important", tient à préciser Nicole Bornstein, présidente du Crif en Rhône-Alpes.

D'après le grand rabbin de Lyon, il faut créer les conditions d'un dialogue franc sur le conflit israélo-palestinien, "l'une des clefs de la problématique en France", selon lui. "Il faut éduquer, expliquer, aller à la rencontre des jeunes. Avec le père Christian Delorme et Laid Bendidi, le vice-président du conseil régional du culte musulman (CRCM), nous tournons dans les lycées de l'agglomération afin de parler de tolérance, de respect de l'autre et de la place des femmes dans la religion. Ça sera le seul moyen de s'en sortir", affirme Richard Wertenschlag.

◆ EMMANUELLE SAUTOT

* Prénoms modifiés.

Une présence juive à Lyon depuis l'Antiquité

Au IX^e siècle, la communauté juive, bien intégrée, contribue à la prospérité économique de la cité lyonnaise. La rue Juiverie, dans le Vieux-Lyon, rappelle cette période faste. À cette époque, le samedi n'était plus jour de marché afin de permettre aux commerçants et chalandis juifs de s'abstenir de tout travail lors du shabbat.

Quelques dates à retenir :

En **1420**, la bonne entente entre chrétiens et juifs vole en éclats. Ces derniers sont chassés de Lyon pendant trois siècles.

En **1750**, des juifs d'Alsace (ashkénazes) et du Bordelais (sépharades) reviennent entre Saône et Rhône.

En **1791**, la révolution française accorde aux juifs le statut de citoyen français.

De 1830 jusqu'en 1905, les traitements des rabbins sont pris en charge par l'État français. Ce qui permet aux juifs de Lyon d'avoir les moyens financiers nécessaires pour édifier la grande synagogue.

1864 : Le temple israélite de Lyon est édifié, quai Tilsitt, à l'emplacement de l'ancien grenier à sel de la ville.

En **1914**, des juifs venus de Turquie et d'Afrique du Nord s'installent à Lyon, suivis en 1930 par des juifs de Russie, de Pologne, de l'Empire austro-hongrois et d'Allemagne fuyant les persécutions nazies.

1939-1945 : Près de 4 500 juifs sont raflés et déportés de Lyon.

Après 1962 : Lors de la décolonisation, des juifs originaires d'Afrique du Nord immigrent à Lyon.



À la synagogue de Lyon, au lendemain des attentats de Charlie Hebdo et du supermarché casher à Paris.

L'inéluctable assimilation des Arméniens

À l'aube de la quatrième génération post-génocide, la communauté arménienne, à la fois discrète et ouverte, est à la croisée des chemins. Entre intégration et francisation.

“**I**l ne faut pas se raconter des histoires, la troisième génération née ici est quasiment assimilée”, assène comme une évidence Michaël Cazarian, président pour la région Centre du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF). Pour les 135 000 Arméniens de Rhône-Alpes, la question de l'intégration semble définitivement reléguée au rang des contes et histoires pour enfants. Le vrai sujet teinté de crainte qui est sur toutes les lèvres, c'est la disparition de la culture arménienne de la diaspora.

Mariages mixtes ?

En 1978, la géographe lyonnaise Aïda Boudjikian-Keuroghlian écrivait déjà que “la majorité des Arméniens rhônalpins [assumaient] sans trop s'y attacher leurs origines particulières” et qu’“au bout de deux générations, il [était] extrêmement difficile d'être arménien”. Elle concluait son étude sur les Arméniens en Rhône-Alpes par une alter-

native : “Quel sera le sort de la minorité arménienne ? Les uns prédisent sa disparition au bout de deux ou trois générations. Les autres, plus optimistes, croient que si l'ethnie a survécu tant de siècles sans organisation étatique sur ses terres mêmes elle saura bien se préserver dans les conditions sécurisantes de la diaspora*.”

Plusieurs indices peuvent expliquer cette assimilation naturelle, notamment celui des mariages mixtes franco-arméniens. Selon les dernières statistiques de l'Église apostolique arménienne de France, plus de six mariages sur dix sont des mariages mixtes. Marie-Sophie Kirassian, la présidente du Cercle lyonnais des femmes arméniennes, nous explique que son mari souhaiterait que leur fille aînée épouse un garçon de la communauté, “mais ce n'est pas une priorité”.

Pour Souren Panossian, chroniqueur occasionnel à Radio Arménie (basée à Décines), on ne peut plus véritablement considérer

le mariage mixte comme un facteur significatif d'assimilation. “Car c'est ailleurs que se cache plus sournoisement le danger. C'est la dégradation des modes de transmission de nos valeurs d'une génération à l'autre qui fait l'assimilation, avance-t-il. Il n'est nul besoin pour un père, une mère, un grand-père ou une grand-mère d'avoir un conjoint arménien ou pas, pour apprendre à ses descendants à aimer et pratiquer notre langue, à insuffler à ses enfants ou petits-enfants la conscience et l'âme arméniennes.”

Militantisme, job à plein temps

Ce souffle arménien, aujourd'hui, un noyau dur d'une dizaine de trentenaires se décarcasse pour le stimuler. “On a repris l'Association culturelle arménienne de Lyon il y a environ six ans. Elle était plus ou moins en sommeil”, explique Vahé. Changement de discours radical. “On en a marre d'être réduits au génocide, lâche Harout. À trop vouloir se justifier du génocide, on en oublie

© Tim Douet



Portraits

Maritsa Boghossian, 48 ans, directrice de la librairie Pleine Lune, à Tassin-la-Demi-Lune

“L'arménité relève de l'intime et du privé”

“L'arménité est une question qui relève de l'intime et du privé.” L'arménité est un héritage dans lequel les Français d'origine arménienne puisent pour grandir. C'est une identité, la spécificité même du caractère arménien. Cette arménité, Maritsa l'a entretenue en suivant, parallèlement à ses cours d'enseignement général classiques, “l'école arménienne du mercredi” : lecture, écriture, mais aussi danse et musique folkloriques. “Mais, sans réelle pratique, ça se perd vite”, explique-t-elle, d'autant que son père, son seul lien familial avec l'Arménie, meurt quand elle est très jeune. Pendant ses étés, sa mère consent à la laisser partir en colonie de vacances arménienne. “J'ai grandi avec la double culture française et arménienne, et je me suis parfaitement intégrée.”

notre culture. On a une culture arménienne, une richesse, un patrimoine, pourquoi ne les mélangerait-on pas aux années 2000 ? C'est System of a Down [célèbre groupe de heavy metal, NdlR], c'est Tigran [pianiste de jazz très en vogue]... Et de poursuivre : "Pour moi, c'est du boulot d'être arménien, de garder les traditions. Ça m'a coûté tous mes samedis matin à apprendre la langue." "Le fait d'être intégré mais pas assimilé demande des efforts et du temps", insiste Vahé. Si la mayonnaise de cette intégration, à la limite de l'assimilation, a aussi bien pris, c'est que la communauté arménienne s'est structurée autour d'un tissu associatif très dense. Selon le consulat d'Arménie de Lyon, la ville compterait une quarantaine d'associations. Culturelles, sportives, éducatives... "Le tissu social arménien est très très fort, explique Michaël Cazarian, du CCAF. Dès l'arrivée des premiers rescapés, dans les années 1920, les Arméniens apatrides ont cherché à se rassembler et recréer du lien. Ils ont créé des associations compatriotiques en se regroupant par région et ville d'origine."

Les liens étroits entre le Dachnak et le PS local

Ce sont les partis politiques arméniens qui ont pris en main l'organisation de la communauté. Il y avait les "rouges", l'ADL Ramgavar, et les "bleus", le Dachnak, Fédération révolutionnaire arménienne. Si le premier a disparu du paysage lyonnais, le second en revanche est encore très actif. Proche du PS local, le Dachnak compterait encore une poignée de militants également encartés chez les socialistes du Rhône. "Il y a des accords électoraux entre les deux formations

politiques, assure une figure de la diaspora arménienne régionale. Le Dachnak a toujours appelé la communauté arménienne à voter Sturla à Décines, Bret à Villeurbanne, Geoffroy à Vaulx-en-Velin et Collomb à Lyon." Fin septembre 2011, en pleine campagne présidentielle, François Hollande s'était d'ailleurs rendu à Alfortville (Val-de-Marne), l'une des grosses communautés arméniennes françaises, où le Dachnak tenait un meeting de soutien. "S'il n'y avait pas 600 000 Arméniens en France, 40 000 à Lyon et 135 000 en Rhône-Alpes aussi bien intégrés, je ne suis pas sûr qu'il y ait une telle attention des élus sur ce petit pays", estime la même source. C'est d'ailleurs à Jean-Paul Bret, député PS du Rhône et président du groupe France-Arménie à l'Assemblée nationale, qu'on doit la loi sur la reconnaissance du génocide arménien.

À cet historique lobby arménien s'oppose aujourd'hui un lobby turc "assez actif", assure-t-on dans la mouvance politique arménienne. "Un lobby d'État... Les Turcs s'implantent dans les fiefs arméniens. On sait par l'ambassade que des associations se montent pour influencer au niveau des politiques." Avec, en éternelle toile de fond, la négation du génocide – dont la commémoration du centenaire se tiendra le 24 avril prochain place Bellecour. Et Michaël Cazarian d'avoir le mot de la fin (?) : "Nous, les Arméniens, à la différence des Turcs, on est au-delà de l'intégration : on est assimilés."

♦ GUILLAUME LAMY

* Les Arméniens dans la région Rhône-Alpes – Essai géographique sur les rapports d'une minorité ethnique avec son milieu d'accueil, Association des amis de la Revue de géographie de Lyon, 1978.

"L'identité arménienne est devenue plurielle"

L'avis de la sociologue Laurence Ritter, dont la thèse de doctorat porte sur "Les recompositions de l'identité arménienne, diaspora/Arménie : de la victime au sujet"

"Pour entrer définitivement dans la modernité, les diasporas arméniennes doivent (...) s'accepter non pas seulement comme héritières de la tragédie du génocide, mais aussi faire du trauma une force en n'hésitant plus à montrer que ce qui a voulu être anéanti est en fait porteur de dynamisme. L'identité est devenue plurielle. La langue, la religion ne sont pas les seuls vecteurs, la hantise de la disparition totale par assimilation ne semble pas à l'ordre du jour, à en voir justement le dynamisme de ces communautés, la créativité artistique, la réussite sociale de beaucoup. Les Arméniens doivent aussi accepter qu'une identité est en fait une évolution permanente, et non pas la transmission figée d'un corpus prédéfini de caractéristiques, de la même manière qu'ils doivent aujourd'hui accepter que c'est de leur diversité d'héritage que peut rayonner vraiment une identité arménienne moderne, ouverte, qui transmette non pas seulement une arménité "prescrite", mais plus subjective et par conséquent plus positive."

Rafy Tournaire, 34 ans, fonctionnaire du ministère de l'Intérieur

"100 % arménien et 100 % français"

Déjà récompensé pour deux actes de bravoure, ce jeune policier lyonnais né à Vaulx-en-Velin d'un père français et d'une mère franco-arménienne a vécu "l'aventure de [sa] vie". C'était il y a quelques années de cela. Un journaliste sportif l'appelle pour lui annoncer qu'une fédération arménienne de rugby est sur le point de se créer. Compte tenu de l'importante diaspora arménienne installée en France, les promoteurs du projet comptent former des joueurs d'origine arménienne évoluant à un bon niveau en France. Immédiatement intéressé, Rafy Tournaire prend l'avion, direction le pays de sa grand-mère. "Quand vous débarquez dans le pays dont on vous a tant parlé toute votre jeunesse, que vous êtes accueilli en héros et que vous portez les couleurs de votre deuxième pays de cœur, je peux vous dire qu'il se passe quelque chose d'incroyable." Après des sélections draconiennes, Rafy Tournaire intègre l'équipe nationale. Il sera deux fois champion d'Europe des nations (division 3), en 2004 et 2006. De cette fantastique histoire, Rafy Tournaire retient une chose : "Maintenant, je sais que je suis chez moi en Arménie. J'ai deux entités très fortes en moi et je vis très bien avec. 100 % français et 100 % arménien, je revendique ma double nationalité."

© Tim Douet





Sonia Ezgulian, 47 ans, écrivaine et cuisinière

“Ce n’est pas l’arménien que tu parles, c’est le turc !”

“À chaque fois que je levais la main pour répondre à une question, on me disait : “Ce n’est pas l’arménien que tu parles, c’est le turc !”” Partie à 19 ans étudier les langues orientales à Paris, dans l’idée de perfectionner son arménien, langue natale de sa grand-mère paternelle, Sonia Ezgulian en a eu le cœur brisé. “L’arménien que j’ai appris jusqu’à l’âge de 10 ans avec ma grand-mère Payloun était truffé de mots turcs. C’était l’arménien de l’époque. Depuis, il est devenu plus soviétique. Et puis c’était terrible, j’étais la seule d’origine arménienne !” Sonia est née à Sainte-Foy-lès-Lyon et a vécu à Saint-Genis-Laval dans une tribu arménienne, “plusieurs maisons côte à côte”. Ambiance très arménienne, la fête au quotidien, le respect et la dévotion aux traditions. “Mon père et ses sœurs se sont tous mariés entre Arméniens. Quand j’ai rencontré Emmanuel, mon mari français, je lui ai dit : “Je ne suis certes pas pratiquante mais je veux qu’on se marie selon le rite arménien.” C’était important pour moi.” Cet héritage, Sonia l’a transmis aux gourmands de son restaurant lyonnais, *L’Oxalis* (1999-2005). Elle s’adonne aujourd’hui beaucoup à l’écriture. Comme en cuisine, en partie révélé dans l’opus *Les Épluchures : dix façons de les accommoder* (Éditions de l’Épure), Sonia Ezgulian ne jette rien. Surtout pas ses racines.



Marie-Sophie Kirassian, 53 ans, présidente du Cercle lyonnais des femmes arméniennes

“Pas de mariages arrangés, mais on nous poussait un peu”

Sa mère est française, son père aussi mais de parents arméniens. À l’époque, les mariages mixtes ne sont pas très courants, ni très bien vus. Sa mère sera pourtant “très bien acceptée” par la communauté. “Elle a appris à faire la cuisine avec ma grand-mère, explique Marie-Sophie Kirassian. Elle a appris les gestes mais aussi le sens de la famille.” Très “attirée” par cette culture, elle-même fera le grand saut en épousant un Arménien, rencontré parmi les étudiants arméniens de Lyon. Et de reconnaître à demi-mot que “ce n’était pas des mariages arrangés mais on vous poussait un peu, c’était discret”. “Le bonheur de mon mari serait que ma fille de 30 ans se marie avec un garçon d’origine arménienne, pour perpétuer la culture...” La culture, l’éducation. Leur fils a été scolarisé à l’école mixte arménienne Markarian Papazian, avant de rejoindre les Lazaristes. Le Cercle lyonnais des femmes arméniennes, qu’elle préside, est très impliqué dans la vie de l’école – l’une des huit en France – “car ma mère m’a toujours répété : On est français d’origine arménienne”.

Centenaire du génocide arménien : agenda des commémorations à Lyon

L’exceptionnel destin de Napoléon Bullukian – Exposition du 4 au 28 mars, à la fondation Bullukian (place Bellecour).

Alep, 1915... Témoignages – Exposition photo de Rajak Ohanian, du 5 mars au 16 mai, à la fondation Bullukian.

La poésie arménienne après la catastrophe – Le 12 mars, à la Maison de la culture arménienne de Décines, dans le cadre du Printemps des Poètes.

Antoine Agoudjian – Exposition, du 3 avril au 23 mai, à la galerie Le Bleu du Ciel (Lyon 1^{er}).

System of a Down – Concert (unique en France, et complet) le 14 avril, à la halle Tony-Garnier.

Commémoration officielle – Le 24 avril, place Bellecour.

Arabella Steinbacher (violon) et **Vardan Mamikonian** (piano) – Le 24 avril, à l’Auditorium, dans le cadre de la programmation “Grands interprètes”.

À Lyon, le "discret" et "entreprenant" lobby turc

Cinquante ans après l'arrivée des premiers immigrés, la communauté turque s'est parfaitement intégrée dans le tissu économique et culturel lyonnais. Avec Paris et Strasbourg, Rhône-Alpes reste même la région la plus importante pour les Turcs de France. Discrète, influente et autonome, la communauté n'en reste pas moins éclatée, au cœur de jeux d'influences sombres et complexes.

“**U**ne communauté discrète, travailleuse, entreprenante”, pour Izzet Doganel, président du Centre culturel turc de Lyon. “Un lobby”, pour un ex-cadre d'une mairie de l'agglomération. À Lyon, ils divisent et n'aiment pas les projecteurs. Et pourtant. Avec 140 000 ressortissants de nationalité ou d'origine turque recensés par le consulat de Turquie à Lyon, Rhône-Alpes-Auvergne est l'une des régions les plus importantes pour les Turcs de France, avec Paris et Strasbourg. Près de 200 associations franco-turques y sont recensées. “La communauté turque est très bien intégrée à Lyon. Environ la moitié possède la nationalité française. Après, si intégrée veut dire discrète...”, s'amuse dans son bureau de la rue de Sèze Ege Türemen, le consul général de Turquie à Lyon.

“Une communauté à la fois visible et renfermée”

Lyon, Villeurbanne, Bron, Meyzieu, Saint-Étienne, Villefranche-sur-Saône, des petits villages de l'Ain ou de Haute-Loire... Les familles turques se sont disséminées de manière homogène dans toute la région, en fonction de l'évolution des bassins de main-d'œuvre. Certaines communes du Rhône, comme Saint-Fons, commencent même à être surnommées “petites Istanbul” avec l'installation progressive de petits commerces, coiffeurs-barbiers ou pâtisseries. “À Saint-Fons, les Turcs sont l'une des communautés les plus fortes. Ils agissent comme un lobby auprès de la mairie. C'est une communauté à la fois visible et renfermée sur elle-même. En fait, on ne sait pas grand-chose d'eux”, raconte un cadre de la mairie.

À Villeurbanne, un bâtiment entier de la rue Francis-de-Pressensé regroupe de nombreuses associations franco-turques, éducatives ou humanitaires, telle la Maison des Dialogues. L'imposant édifice rouge du “pôle associatif Méridien” abrite le bureau local de *Zaman*, le plus grand quotidien de Turquie, passé aujourd'hui dans

l'opposition au gouvernement AKP du président Erdogan. Depuis 2011, Ismail Çitak est le correspondant à Lyon de ce quotidien publié à près d'un million d'exemplaires. Selon le journaliste, 2 000 personnes seraient abonnées à *Zaman France*, sous sa forme hebdomadaire, en Rhône-Alpes. Le quotidien, avec la Maison des Dialogues et Étude Plus, une association méconnue de soutien scolaire dans les quartiers prioritaires, soutient le Festival des cultures en Rhône-Alpes, qui fêtera les cinquante ans de l'immigration turque le 8 avril prochain.

À Bron, un centre culturel franco-turc créé en 1985 organise un autre festival, Festiculture, piloté directement avec la Direction des affaires culturelles d'Ankara. Ce centre culturel influent est présidé par Izzet Doganel, adjoint au maire de Bron depuis mars 2014. Joint par téléphone, M. Doganel décrit sa communauté comme “discrète, travailleuse et très entreprenante”. Comme beaucoup, sa famille est arrivée dans les années 1970 en Rhône-Alpes, avec la première vague d'immigration. “Les Turcs de la région ont été très actifs au niveau entrepreneurial. Ils ont investi dans des kebabs, dans l'alimentation, bien sûr avec des ponts avec l'Allemagne. Mais aussi dans le bâtiment, explique Claire Autant-Dorier, maître de conférences en sociologie à l'université de Saint-Étienne, spécialiste de la Turquie. À Lyon, on a aussi une immigration plus politisée : des mouvements kurdes, des organisations d'extrême gauche. Ce sont eux qui vont investir dans les premiers kebabs des Terreaux.”

“Le consulat est la tête de pont”

En juin 2014, conscient de l'importance de la communauté turque de Rhône-Alpes, le candidat Erdogan décide de tenir à Lyon l'unique meeting français de sa campagne présidentielle. Pour l'occasion, Eurexpo se transforme en petite Turquie, avec ses effluves stambouliotes, ses pains *simit* au sésame et ses *köfte* au grill. Entre 10 000 et 15 000 personnes feront le déplacement, selon les associations, pour accueillir le futur

En juin 2014, le candidat Erdogan, devenu depuis président de la république de Turquie, a tenu à Eurexpo l'unique meeting français de sa campagne présidentielle devant 10 000 à 15 000 personnes.



président en grande pompe. "La majorité des Turcs de la région sont favorables au Gouvernement", soupire un opposant politique lyonnais. "Ce n'était pas un meeting, il est venu simplement saluer les citoyens", balaye Osman Kocabas, le vice-consul de Turquie à Lyon.

Le consulat, implanté à Lyon depuis 1979, reste le porte-drapeau du gouvernement, alternant aussi bien le soutien aux régimes kémalistes, laïcs et militaristes, qu'islamiques, qui se livrent une guerre ouverte depuis des décennies en Turquie. Mais, si l'institution sert de relais pour le gouvernement d'Ankara, la communauté est profondément éclatée en Rhône-Alpes, à l'image de la situation politique turque. Ainsi, à Villeurbanne, le bâtiment de la rue Francis-de-Pressensé, qui abrite le journal *Zaman*, est soutenu discrètement par l'énigmatique "confrérie Gülen". Une puissante organisation socio-religieuse, possédant un réseau éducatif de plus d'un millier d'écoles à travers le monde et diffusant la pensée de Fethullah Gülen, le mystérieux et influent intellectuel islamique devenu l'ennemi juré du président Erdogan. À Lyon, cette guerre fratricide se manifeste

La confrérie Gülen est une puissante organisation socio-religieuse, possédant un réseau éducatif de plus d'un millier d'écoles à travers le monde et diffusant la pensée de Fethullah Gülen, le mystérieux et influent intellectuel islamique

insidieusement par la culture, à travers l'organisation de deux festivals, l'un piloté par Ankara (Festiculture), l'autre par la mouvance Gülen (Festival des cultures). À côté des pro-Erdogan et de la confrérie Gülen, une troisième communauté, située à gauche de l'échiquier politique, émerge en Rhône-Alpes. Regroupée autour de Vénissieux, Belleville et Villefranche-sur-Saône, elle entend défendre les minorités contre l'autoritarisme des gouvernements turcs successifs, des militaires aux islamiques. "On défend toutes les minorités. Je suis d'origine kurde et je suis alévi, qui est un

courant à part dans l'islam. On a de bonnes relations avec les Arméniens", explique Mehmet Demirbas, président du Centre culturel des alévis de Lyon. Ainsi, en février 2013, quand l'étudiante franco-turque alévie de l'université Lyon 2 Sevil Sevimli est rentrée dans sa famille après trois mois de prison en Turquie, accusée de terrorisme pour avoir simplement assisté à un concert de rock contestataire et milité pour l'enseignement gratuit, elle est accueillie chaleureusement par la communauté hétéroclite de Belleville-sur-Saône, composée de Kurdes, d'alévis et d'Arméniens.

En juin 2014, lorsque le Premier ministre Erdogan tient meeting à Lyon, la communauté alévie réunit près d'un millier de personnes place Carnot pour dénoncer les dérives autoritaires du régime. Des intellectuels turcs, comme la sociologue Pinar Selek, font le déplacement. En résidence à l'École normale supérieure (ENS) de Lyon, cette universitaire mène un travail de recherche sur l'espace militant turc, tout en défendant les minorités discriminées dans son pays. "Être arménien en Turquie, c'est être comme un cafard dans l'obscurité", dénonce-t-elle dans son bureau de l'ENS*.

De fait, si la communauté turque reste très fragmentée, la non-reconnaissance du génocide arménien semble être un terreau politique commun. Les fameux Loups Gris, l'extrême droite turque, que l'on retrouve notamment du côté de Clermont-Ferrand, avaient déjà manifesté violemment en 2006 à Lyon, à l'occasion de l'inauguration du mémorial sur la place Antonin-Poncet. Près de 3 000 personnes s'étaient réunies place Bellecour, brandissant des pancartes négationnistes "Il n'y a jamais eu de génocide". Remontée, la communauté arménienne de Lyon était allée jusqu'à accuser le consulat de Turquie d'avoir fomenté en sous-main les débordements. "Le consulat est la tête de pont. Leur objectif a toujours été de contrebalancer ce qu'on appelle le lobby arménien", confie l'une des figures de la diaspora arménienne de la région.

Le 24 avril prochain, le maire de Lyon, Gérard Collomb, et son premier adjoint, d'origine arménienne, Georges Képénékian, ancien militant et cofondateur du journal *France-Arménie*, s'apprentent à commémorer le centenaire du génocide de 1915. Ce devoir de mémoire va-t-il réveiller le puissant nationalisme turc ? Le consul général de Turquie préfère botter en touche : "M. Collomb a sa position sur 1915. La Turquie a sa position sur 1915. Mais ce n'est pas au cœur de nos discussions..."

◆ DAPHNÉ GASTALDI ET MATHIEU MARTINIERE

* Pinar Selek, qui vient de publier un petit essai de combat, *Parce qu'ils sont arméniens*, est invitée à la Fête du livre de Bron le 8 mars.



© MAXPPP

Le business communautaire du quartier chinois

Tellement intégrés qu'ils en deviennent invisibles, les Asiatiques de Lyon ? Pas à la Guillotière, véritable ventre chinois de Lyon, vers lequel retournent toujours les Asiatiques lyonnais et où ses commerçants cultivent un fort esprit communautaire.



© Tim Douet

Il s'agit de 15 000 à 20 000 à Lyon et alimentent tous les fantasmes. Pour beaucoup, les Chinois suscitent autant d'intérêt que de crainte. "C'est une communauté très discrète, décrypte Junliang Pan, spécialiste des religions chinoises à l'université Paris 7, cela nourrit un certain mystère." C'est aussi une communauté aux multiples facettes, avec une intégration très forte. On ne compte plus les couples mixtes et les réussites sociales, ce qui paradoxalement ne la rend pas toujours très visible... à l'exception d'un quartier, la Guillotière, où s'est construit un mini-Chinatown lyonnais, "ventre chinois" de l'agglomération où se concentrent épicerie et restaurants asiatiques. Ici, tous ceux que nous avons rencontrés cultivent un esprit de communauté très fort. "C'est notre quartier. On ne se mélange pas, on vit entre nous", reconnaît sans détour

Robert Didonna, patron du restaurant *Saigon Gourmet* et représentant de l'une des trois familles qui ont la mainmise sur le quartier chinois de la Guillotière. Malgré une présence à Lyon quarantenaire, cette population demeure encore très peu connue.

Péril jaune

Ce (micro) quartier chinois a commencé à prendre forme à la fin des années 1970, en 1977 pour être précis. Cette année-là, Huy-lang Samreth, réfugiée cambodgienne d'origine chinoise, ouvre au 10 rue Pasteur la première épicerie asiatique du quartier, *Moha Leap* ("Bonne chance" en cambodgien). Elle est suivie de peu par Truong Didonna, qui crée la supérette *Saigon* (angle rue Passet/place Raspail). C'est la grande vague d'exode des ressortissants des pays du Sud-Est asiatique, essentiellement les

réfugiés du Cambodge, du Laos et du Vietnam, trois anciennes colonies de l'Indochine française. Tous (beaucoup sont d'origine chinoise) fuient en masse le régime communiste viêt-cong. Si "le statut de réfugié dont ils ont disposé dès leur arrivée en France leur a permis d'être mieux perçus par la société française", selon Junliang Pan, beaucoup ont souffert de la peur d'un "péril jaune". Ce fut le cas de Paul Duong, un de ces boat-people, arrivé à Lyon nu comme un vers (*voir Portraits*).

Système clanique

Les arrivants sont alors immédiatement encadrés par le réseau familial au sens large. Même s'ils sont parfaitement intégrés et travaillent dans tous les secteurs, s'exerce quand même une sorte de retrait, de repli communautaire – parfois au sein même

des différentes communautés internes. Il existe bien une *“culture villageoise clanique”*, confirme le sociologue Richard Beraha, qui explique que cette population chinoise *“se démarque et provoque par son étonnante capacité à contourner le modèle hexagonal plutôt qu’à l’épouser, à l’exploiter avec ingéniosité davantage qu’à l’assimiler avec passivité”*. Yu, la quarantaine, l’un des premiers de la génération suivante à s’être installé dans le mini-Chinatown lyonnais, témoigne : *“Notre génération a dû passer par le système de la tontine pour monter son business. Sans ça, c’était mission impossible.”* La tontine ? Plusieurs personnes mettent une somme prédéterminée dans un pot commun, à une fréquence donnée. Les fonds sont octroyés sous forme de crédit à celui qui en fait la demande, qui remboursera le capital et les intérêts. Cela permet de ne pas passer par la case bancaire, voire d’esquiver les refus des banques, mais demande un lien de confiance fort entre les différents participants. Aux dires de plusieurs membres du quartier, le système ne semble plus d’actualité. *“La nouveauté, c’est qu’aujourd’hui ceux qui investissent dans le quartier sont de jeunes étudiants chinois.”*

Arrivée des Wenzhou

Avec ces étudiants, ce sont de nouvelles communautés qui arrivent, originaires essentiellement de la province de Wenzhou. Beaucoup sont passés par Paris, un peu *“saturé”* aujourd’hui. Ils représentent près de la moitié des 450 000 Chinois de France. Ce qui *“inquiète”* certains sages du quartier chinois de Lyon. *“Pour l’heure, ils n’ont pas leur propre association, mais quand ils l’auront ça pourrait poser des problèmes”*, entend-on ici et là. *“Les Wenzhou et les Indochinois ne s’entendent pas vraiment, la langue n’est pas la même, les Wenzhou ont leur propre dialecte, les cultures locales sont différentes, comme l’aspect religieux”*, explique Juliang Pan. Un exemple : alors qu’à Lyon les mariages endogamiques ont cédé la place à des unions mixtes, pour les Wenzhou, le mariage est une institution purement communautaire. Ils sont plus *“féroces en affaires”*, redoute aussi un Cambodgien. Nul doute que le *“conseil des neuf sages”* du quartier chinois, comme se baptise elle-même la réunion plus ou moins informelle des vieilles familles de commerçants de la Guillotière, veillera au bon grain... Pas sûr néanmoins que le consulat de Chine, à qui l’Association des

Chinois d’outre-mer à Lyon doit régulièrement rendre des comptes, souscrive à la moindre publicité négative – la cinquantaine de gangs criminels démantelés depuis le début des années 2000 à Paris n’a pas vraiment fait sourire les officiels du régime, comme l’avait relevé un policier spécialisé sur la communauté wenzhou interrogé par le journaliste Jérôme Pierrat dans *Le Point*.

Une communauté peu politisée

À Lyon, la communauté chinoise a toujours joué la carte de la discrétion. Malgré l’élection aux municipales 2014 d’un représentant asiatique dans le 7^e arrondissement – mairie qui a justement contracté un pacte d’amitié avec le district cantonnais de Liwan –, les plus jeunes ne semblent guère enclins à goûter aux responsabilités. *“Ils ne se sentent pas impliqués, ils ne comprennent pas à quoi ça servirait. Ils se sentent intégrés, mais ne voient pas ce que la ville pourrait faire pour eux. Ils sont bien entre eux”*, confie une Française d’origine cambodgienne, incognito.

◆ GUILLAUME LAMY

Pour aller plus loin : *La Chine à Paris – Enquête au cœur d’un monde méconnu*, sous la dir. de Richard Beraha, avec Juliang Pan, Robert Laffont, 2012.

© Tim Douet



Portraits

Chez les Ta, le business est une affaire de famille

(Photo ci-contre : Seak Chuong et Meng Ta, avec deux de leurs enfants, Marc et Christine.)

Originaire d’une petite ville du Cambodge près de la frontière thaïlandaise, la famille Ta (le père, la mère et les sept frères et sœurs) est arrivée en France en 1978 pour fuir le régime khmer rouge. De Paris, où ils ont été accueillis, ils sont partis à Clermont-Ferrand où une place dans un foyer Sonacotra leur a été attribuée. Ils y resteront six ans, avant de rejoindre des parents proches à Miribel. *“On était quatre familles dans un T5”*, se souvient Marc, l’un des fils. En 1984, la famille Ta investit la buvette *Le Mékong*, au parc de Miribel-Jonage, fief de toute la communauté asiatique pendant l’été, avant d’ouvrir, cinq ans plus tard, *Indochine*, devenu l’un des restaurants emblématiques du quartier chinois. L’une des sœurs tient aujourd’hui l’imposant buffet *Macao*, à Vénissieux, à deux pas du magasin Paris Store. Marc est le gérant de l’Asian Hall, près des halles Paul-Bocuse. La famille tient aussi le *Ginkgo* dans le 8^e, le bar *L’Angle d’Or* (à l’angle des rues de Marseille et Passet) et l’*Asian’s* à Bourgoin-Jallieu. Le clan Ta est l’une des trois familles les plus importantes du quartier commerçant de la Guillotière.

Portraits



Kear Kun Lo Le premier élu asiatique de Lyon

Kear Kun Lo est conseiller du 7^e arrondissement, en charge des relations internationales, "le seul *Asiatique sur les 221 élus de Lyon*". Il fait partie des 130 000 réfugiés politiques indochinois à être arrivés en France entre 1975 et 1990. M. Lo a fui le Cambodge pour échapper au régime sanguinaire de Pol Pot. Après avoir habité Chartres et Paris, passé son bac, qu'il a obtenu "avec mention", Kear Kun Lo s'est définitivement installé à Lyon en 1989. Il a travaillé plusieurs années dans un restaurant chinois du 6^e arrondissement avant d'ouvrir son propre restaurant... japonais, en 1995. Il préside aujourd'hui l'Association des Chinois d'outre-mer à Lyon et en Rhône-Alpes, qui "œuvre pour la promotion de la culture chinoise et asiatique à Lyon".



Paul Duong Le retour aux sources

"C'est mon père qui m'a envoyé en France. Il m'a dit qu'il n'y avait aucun espoir au Vietnam." À 14 ans, Paul Duong monte donc à bord d'une embarcation de fortune, gonflant le contingent des boat-people, ces migrants fuyant le Vietnam par la mer. Après un court séjour aux Philippines, Paul atterrit à Villefranche, chez la sœur de sa mère. "C'est elle qui m'a adopté, en définitive." Il y reste jusqu'à ses 21 ans, après avoir suivi une formation de plâtrerie-peinture au lycée professionnel du bâtiment à Bron. Puis il enchaîne les petits boulots comme intérimaire. Mais on lui claque souvent la porte au nez. Alors, en 1994, il décide de monter sa propre entreprise, Duong Agencement, rue d'Aguesseau. Père de trois enfants d'une première union avec une Française, Paul s'est remarié l'année dernière au Vietnam. Sa petite entreprise ne connaît pas la crise.



Robert Didonna, 57 ans "100 % français, né à Saïgon"

Saïgon, Robert Didonna y est né, d'un père français et d'une mère vietnamienne. Il est arrivé en France à l'âge de 20 ans, suite à la prise de la ville par les communistes. D'abord accueilli dans un foyer à Sarcelles, il a ensuite été envoyé à Villefranche, puis à Lyon en 1978, avec toute sa famille. Sa mère, Truong, 93 ans aujourd'hui, a été l'une des pionnières du quartier chinois en créant l'épicerie Saïgon, aujourd'hui disparue. C'est elle qui a lancé ses cinq enfants, dont son fils Robert, dans le commerce. Après avoir travaillé pendant vingt-cinq ans au parc de Miribel-Jonage, sur les marchés de la région et dans des stations de ski, ce "rapatrié 100 % français né à Saïgon" a ouvert le restaurant *Saïgon Gourmet*. Ses deux enfants de 5 et 7 ans vont à l'école Saint-André, à deux pas. "Dans le quartier, on parle français entre nous, mais en famille, on parle la langue maternelle. C'est important de ne pas perdre nos racines", confie-t-il.

Chrétiens d'Irak : Lyon, terre d'accueil des exilés

Le problème numéro un pour cette population reste le logement. Même si une partie de la communauté catholique se mobilise pour les héberger.



© Xavier Chabert

Le père Muhannad Al Tawil, curé de la paroisse chaldéenne de Lyon.

Après Sarcelles, qui accueille la plus grosse communauté assyro-chaldéenne de France, Lyon est en train de devenir une terre d'asile pour les chrétiens persécutés en Irak et en Syrie. Près de 1 000 personnes vivent aujourd'hui entre Saône et Rhône, dont 300 familles. "La communauté grossit malgré elle. Au gré des événements et de l'actualité au Moyen-Orient, de l'État Islamique qui les chasse des villes du nord de l'Irak", explique Étienne Piquet-Gauthier, directeur de la fondation Saint-Irénée, qui aide financièrement à l'installation de familles. "Depuis six mois, de nombreuses familles sont arrivées à Lyon. Depuis la prise de Mossoul et de Qaraqosh par Daech en juin dernier, les chrétiens ont fui et ceux qui

ont de la famille en France ont fait des demandes d'asile", assure le père Muhannad Al Tawil, curé de la paroisse chaldéenne de Lyon.

"Ils arrivent avec l'accord de la France, mais après il faut qu'ils se débrouillent seuls"

Fin juillet, alors que les djihadistes de l'État Islamique provoquaient l'exode de milliers de chrétiens, Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, et Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, ont ouvert les frontières. Dans un communiqué, ils se sont dits "favorables" à l'accueil en France de ces chrétiens au titre de l'asile. Néanmoins, les visas d'asile sont délivrés au compte-gouttes

aux personnes se disant menacées dans des zones considérées comme en crise. Les demandeurs doivent également avoir un parent qui se porte caution et qui héberge sa famille en France. C'est là que le bât blesse. Pour le père Al Tawil, aucun dispositif d'intégration et de logement n'est prévu pour cette population. "Ils arrivent avec l'accord de la France, mais après il faut qu'ils se débrouillent seuls, s'insurge l'ecclésiastique. Le problème numéro un est le logement. Il n'y a aucun logement social disponible sur l'agglomération lyonnaise. On nous dit qu'il faut attendre au moins un an." Du coup, les familles s'entassent chez leurs proches ou sont accueillies chez des paroissiens (cf. pages suivantes).

Vivre dans un pays en paix

À Bron, chez Estelle, qui habite un appartement de 50 m², huit personnes cohabitent, se partageant deux chambres. Depuis cinq mois, Estelle accueille la famille de son oncle, qui a fui Mossoul (cf. portrait) avec pour bagages une seule valise.

Certains, comme Fadi Nabil, 34 ans, arrivé en France à l'âge de 10 ans, ont pu se porter caution et louer un appartement à Vaulx-en-Velin pour sa tante et ses enfants, fraîchement débarqués d'Irak. Chef d'équipe dans une entreprise de télécommunications, Fadi et sa femme Valentina étaient inquiets pour leurs proches. *"On est très soudés. Comme ils ne parlent pas français, je m'occupe de toutes les démarches administratives"*, précise Fadi, dont les parents ont décidé de quitter leur pays pendant la première guerre du Golfe, en 1991. *"Aujourd'hui, je remercie la France de nous avoir accueillis. On est contents, on a du travail. Mon père, qui était prof de maths au lycée en Irak, est devenu aide comptable à la mairie de Villeurbanne. Et ma mère, qui était institutrice d'arabe littéraire, avait trouvé un poste dans la restauration scolaire. Mais ce qu'ils souhaitaient surtout, c'était vivre dans un pays en paix."* Pour Étienne Piquet-Gauthier, l'apprentissage de la langue et l'emploi ne constituent pas des barrières infranchissables : *"Il y a généralement une bonne intégration des chrétiens d'Orient. Ce sont des débrouillards et bosseurs, qui s'en sortent."*

À l'origine de la mobilisation pour les chré-



© Xavier Chabert

tiens d'Irak, Mgr Barbarin lance un appel en juin 2014, afin *"qu'une solution politique soit trouvée à cette immense tragédie humaine"* face à la *"situation catastrophique"* et à une indifférence de la France et de l'Europe.

En juillet, le cardinal décide de partir et visite Erbil, Qaraqosh, Alqosh et Kirkouk et lance un jumelage entre Lyon et Mossoul. Depuis, les fidèles lyonnais se sont mobilisés. À Sathonay-Camp, le curé a ouvert sa paroisse à une famille de cinq personnes. La

fondation Saint-Irénée, qui soutient les initiatives du diocèse de Lyon dans les domaines de la solidarité, de l'éducation et de la culture, a déjà financé une ambulance sur place et participe au relogement de 2 500 personnes à Erbil, en collaboration avec la fondation Mérieux. Le financement des loyers, pendant les six premiers mois, est également en projet, pour les chrétiens d'Irak récemment arrivés.

◆ EMMANUELLE SAUTOT

Ces cathos qui offrent leur chambre d'amis

Depuis deux mois, la famille Chapelle reçoit les cinq membres de la famille Sadeq. Un choc des cultures qui fonctionne.

Dans le T4 de la famille Chapelle, à Villeurbanne, on a poussé les murs. Depuis deux mois, François, 68 ans, et Marie-Thérèse, 69 ans, hébergent la famille Sadeq et leurs trois enfants, de 7 à 15 ans. Dans le salon, les filles regardent la télé. Autour de la table, Ayad Sadeq, sa femme et les Chapelle tentent de communiquer. *"On se fait comprendre comme on peut, avec des mots d'anglais, des signes. Et ça marche"*, explique Marie-Thérèse, qui a ouvert sa chambre d'amis à cette famille de chrétiens d'Irak, débarquée en novembre en France. *"Nous sommes catholiques pratiquants et notre curé nous avait sensibilisés aux problématiques des persécutions des chrétiens d'Irak"*, raconte François Chapelle. *"Nous savions que Claire, la sœur d'Ayad, en France depuis six ans, hébergeait quatorze personnes dans son T3. La veille de Noël, elle nous a in-*

vités, avec notre fille, pour un repas. C'est à ce moment-là qu'on lui a proposé d'accueillir son frère et ses enfants. On avait une chambre vide, ça nous a semblé naturel." Un geste d'entraide et de solidarité qui n'est pas une première pour ce couple de Villeurbannais. Quelques années en arrière, ils avaient déjà logé une Libanaise et une jeune Camerounaise dans leur foyer, alors qu'ils étaient parents de quatre enfants.

Les billets d'avion achetés grâce à la vente de leur voiture

Aujourd'hui, les filles sont toutes scolarisées à l'école publique et au collège. Les cours de français ont commencé pour les parents mi-février. *"Les filles sont super contentes d'être à l'école. Lors de leurs fuites vers le Kurdistan, elles n'avaient pas pu suivre une scolarité"*, précise Claire, la sœur d'Ayad.

Mon frère et sa femme ont tout quitté. C'est dur, mais ils sont rassurés par rapport à la sécurité de leurs enfants. C'était leur principale inquiétude."

La vie de la famille Sadeq, lui gérant d'une entreprise de peinture-plâtrerie, elle coiffeuse, bascule lors de la prise de Qaraqosh, la plus chrétienne des villes d'Irak, en août dernier. Ils ont juste le temps de prendre les passeports, le contrat de mariage et leur voiture et de rouler jusqu'au Kurdistan irakien. Après trois mois dans des camps de fortune, ils réussissent à s'envoler pour la France, en achetant les billets avec la vente de leur voiture. Aujourd'hui, l'apprentissage de la langue française reste leur objectif premier. Avec, en ligne de mire, un emploi dans leur secteur.

◆ E. S.

Portrait

© Tim Douet



La famille Ibrahim

Réfugiés politiques

La tentation du retour

À huit dans 53 m², la cohabitation est difficile. Alors qu'ils ont vécu des persécutions en Irak, la famille Ibrahim songe à retourner dans son pays.

Estelle semble un peu déçue. Son oncle Saher Ibrahim, 53 ans, et ses deux enfants, qu'elle héberge chez elle à Bron, ont du mal à s'acclimater à la France. À huit dans un 53 m², la cohabitation est difficile. Les chambres des enfants d'Estelle, âgés de 2 et 6 ans, sont accaparées par les matelas au sol. *«La culture est différente ici. C'est toujours un choc en arrivant, se remémore Estelle, arrivée en 2007 à Lyon du Kurdistan irakien. Ils se sentent mal à l'aise ici, et pensent à retourner au pays. À leur âge, ils doivent tout recommencer : apprendre une langue, trouver un boulot. C'est très dur.»* Elle a pourtant fait toutes les démarches pour faire venir sa famille. *«Depuis quatre ans, on vivait dans la terreur. Notre maison a été marquée par un N, qui veut dire "nazaréen" [un terme utilisé par les arabophones pour désigner les chrétiens, NdLR] par les djihadistes. On était leur cible. Un jour, ils ont posé une bombe devant notre porte. Ça a soufflé les fenêtres et l'entrée»*, raconte Saher. Mais aujourd'hui les demandes faites auprès des bailleurs sociaux de l'agglomération ne donnent rien. Sans logement, la famille Ibrahim a du mal à envisager l'avenir.

Un "califat" interdit aux minorités

Depuis la fin juin 2014, l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) a proclamé un califat islamique sur une zone allant d'une partie de la Syrie au nord de l'Irak. Sur ce territoire, seul l'islam sunnite fondamentaliste est accepté. Les minorités telles que les chrétiens, les chiites ou les yazidis, menacées de mort, ont dû s'exiler. On compte aujourd'hui 400 000 réfugiés au Kurdistan irakien, dont environ 150 000 chrétiens, chaldéens, syro-catholiques ou orthodoxes. Leur situation est particulièrement précaire. La plupart sont partis sans rien, ne pouvant garder que quelques vêtements, ayant été dépouillés de leurs voitures et de leurs biens par l'EIL.

En chiffres

Irak : le nombre de chrétiens a diminué de moitié en 20 ans

1991 – Lors de la première guerre du Golfe, 1 million de chrétiens vivaient en Irak.

2003 – À la chute de Saddam Hussein, il ne reste que 800 000 chrétiens présents en Irak.

2015 – Environ 400 000 chrétiens sont encore sur le territoire, dont une importante communauté à Bagdad. La plupart ont fui le pays, en raison des persécutions. Environ 1 000 chrétiens auraient été tués depuis 11 ans.

La cause très politique de la communauté maghrébine de Lyon

Il y a une histoire politique peu connue qui a traversé la communauté maghrébine de Lyon. Une version française de la lutte pour les droits civiques s'est en effet structurée à partir de Lyon. Et les acteurs de cette lutte sont en train de s'organiser pour faire reparler d'eux.

La communauté maghrébine est un leurre. Elle n'existe pas. De quoi, de qui faudrait-il parler ? Des derniers migrants échappés de Tunisie sur les *boat people* qui accostent à Lampedusa avant que certains survivants ne réussissent à remonter vers Lyon pour y retrouver un cousin ou une connaissance ? Des *chibanis* logés dans les foyers Sonacotra pour travailleurs migrants depuis leur arrivée dans les années 1950-1960 ? De jeunes Français issus de l'immigration nord-africaine qui "rouillent" dans les quartiers dits sensibles, vecteurs de tous les fantasmes et de toutes les craintes identitaires du pays ? De cette "beurgeoisie" parvenue à échapper aux ghettos urbains en accumulant diplômes et qualifications et qui a intégré la classe moyenne sans faire de bruit ?

Le leurre

Selon Olivier Chavanon, maître de conférences en sociologie à l'université de Chambéry, qui a travaillé sur les visages de l'immigration en Rhône-Alpes, *"il n'y a pas une immigration maghrébine mais bien plusieurs, faites de groupes venus à des époques distinctes, pour des raisons différentes et selon des modalités qui parfois n'ont rien de comparable. Une analyse fine du processus migratoire montre d'ailleurs toute l'importance des "sous-groupes". À Lyon, c'est parfois une rue qui porte témoignage de l'existence de ces petites communautés constituées plus ou moins durablement"*. Il y a les Tunisiens de Djerba qui ont joué à "l'Arabe du coin" en ouvrant des dizaines de petites épiceries de nuit à Lyon – qui sont du reste en voie de disparition. Il y a les Algériens de Sétif qui se sont installés sur les pentes de la Croix-Rousse et ont consolidé la diaspora des Algériens originaires de cette ville dans la région lyonnaise, les Oranais préférant Marseille et les Algérois migrant plutôt vers Paris. Dans le Grand Lyon, les immigrés en provenance du Maroc, de l'Algérie et de la



Ali Kismoune, président de l'association Rhône-Alpes Diversité et élu à la ville de Lyon

© Tim Douet

"La France, c'est comme le mont Blanc : plus on monte, plus c'est blanc"

Ali Kismoune

Tunisie seraient près de 73 000, selon les données fournies par l'Insee. Et puis, il y a les Français issus de cette immigration maghrébine, qu'il est impossible de dénombrer en raison de la prohibition des statistiques ethniques en France. *"Il n'y a pas une communauté maghrébine homogène et structurée comme peuvent l'être les juifs grâce au Crif. Il n'y a pas de Crif maghrébin. Parmi les Maghrébins, il y a énormément de sous-groupes. Même la religion ne peut fonder un socle commun communautaire, tant les représentations religieuses sont difficiles à fédérer. Il y a la mosquée des Marocains, des Turcs, des Algériens, des Tunisiens. Là des soufis, ici des salafistes. C'est comme cela que ça s'organise !"* témoigne Mohamed Tria, le président du club de foot de la Duchère.

Le défi de la ségrégation

Pourtant, les Maghrébins apparaissent toujours comme ceux à qui l'on reproche le plus le réflexe communautariste. *"On pointe le soupçon communautaire chez ceux qui sont le moins organisés en tant que communauté"*, constate Boualem Azahoum, sociologue et militant des droits de l'homme longtemps opposé au roi Hassan II lorsqu'il militait dans des organisations d'étudiants marocains interdites par le pouvoir chérifien. *"Mais il existe également un communautarisme blanc. Il y a une élite qui se reproduit telle une monarchie républicaine de l'entre-soi. La République n'existe que pour les gens bien nés. La France, c'est comme le mont Blanc. Plus on monte, plus c'est blanc"*, dénonce Ali Kismoune, président de l'asso-

ciation Rhône-Alpes Diversité, par ailleurs élu à la ville de Lyon, qui ajoute : *“Notre problème, c’est comment faire pour que ces gens issus de l’immigration maghrébine soient eux aussi sur la photo de famille.”*

Les symboles

Ce qui est pointé du doigt, c’est la ségrégation sociale et ethnique qui pèse sur une partie de ces Français issus de l’immigration maghrébine. *“Il y a une forme de vérité dans l’apartheid dénoncé par Manuel Valls. Il faut bien admettre que l’intégration à la française ne fonctionne pas. La France n’intègre pas les différences, les Français vivent les uns à côté des autres. Il faut arrêter de se raconter des histoires et de se pâmer devant les exceptions qui confirment la règle. Il faut voir la ségrégation en face”*, explique Mohamed Tria. Les exceptions qui confirment la règle ? Les Rachida Dati, Azouz Begag, Fadela Amara, Yamina Benguigui, Najat Vallaud-Belkacem... des symboles de la diversité censés représenter au plus haut niveau de l’État cette frange de la population issue de l’immigration maghrébine. *“Ces symboles ne parlent pas à la soi-disant communauté. Car le symbole ne marche que s’il est accepté par ceux à qui il est censé s’adresser. Ces symboles répondent à des logiques de marketing politique. Les minorités visibles n’ont pas besoin de représentants de la diversité qui sont déconnectés d’un vécu qu’ils ne connaissent plus parce qu’ils ont réussi à s’émanciper de leur groupe d’origine. Les minorités visibles ont besoin de porte-parole qui plaident leur cause”*, analyse Boualem Azahoum. Jusqu’au début des années 2000, ces porte-parole ont existé, en particulier à Lyon, qui était un terreau militant sorti tout droit des quartiers populaires assez unique en France.

Douce France

Dans les années 1980, le chanteur Rachid Taha et son groupe de rock Carte de Séjour, installés à Lyon, reprennent *Douce France* de Charles Trénet et font distribuer la chanson aux députés de l’Assemblée nationale. La revendication d’appartenance à la République était on ne peut plus claire. À l’époque, Rachid Taha ouvrait une boîte de nuit sur les pentes de la Croix-Rousse : *Au Refoulé*, référence explicite à la discrimination subie par les jeunes Maghrébins à l’entrée des boîtes. Sur fond de Marche des Beurs, c’est à Lyon que se créent les organisations militantes les plus politiques du pays pour lutter pour la reconnaissance de la jeunesse maghrébine. C’est l’essor de Zaâma d’banlieue et des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (Jalb), qui posent les jalons des débats publics sur les bavures policières, la double peine et la réalité ségrégationniste de la société française avec ses quartiers sensibles. *“Tous ces sujets ont mis du temps à infuser dans la société civile, mais ils ont largement dominé l’espace public par la suite”*, se rappelle Boualem Azahoum.



Boualem Azahoum,
sociologue et militant des
droits de l’homme

© Xavier Chabert

Reprise de la lutte civique à Lyon

Ces organisations de luttes civiques ont trouvé des relais forts dans une génération de militants chrétiens lyonnais comme le père Delorme (le curé des Minguettes) ou le pasteur Jean Costil, qui entamèrent une grève de la faim en avril 1981 pour la reconnaissance de droits aux jeunes issus de l’immigration. Mais cette histoire n’appartient pas au passé. Après les événements de *Charlie Hebdo*, Farida Rémila, fondatrice de Zaâma d’banlieue et de Jalb, a réuni, trente ans après le début des luttes, tous les militants qui l’entouraient à l’époque, afin de relancer des actions au profit des jeunes de banlieue et de ceux issus de l’immigration maghrébine. *“L’idée s’est dessinée de créer un “think tank”, sur le terroir lyonnais des premières luttes urbaines en France. Le but est d’agir de manière libre et autonome dans un espace qui servira à trouver une autre voie afin de donner sens à la vie de la cité, se projeter dans un avenir meilleur et forcément différent car nous vivons dans un monde-planète dans lequel se jouent des changements importants ouverts à la modernité. En opposition à une France qui enferme, où les derniers gouvernements et leurs partis politiques gouvernent par la division, la peur, l’exclusion, l’humiliation et la culpabilité”*, explique Farida Rémila. Ahmed Boubeker, sociologue et acteur des luttes civiques à ses côtés à l’époque, travaille à ce think tank, mais également à la mise sur pied d’une université populaire dans la banlieue lyonnaise : *“Le projet d’université populaire se fait avec Benjamin Stora et le président de l’Université de Lyon. Ce projet se fera dans la banlieue lyonnaise et nulle part ailleurs en France. Il est complémentaire du think tank que nous sommes en train de créer. Il s’agit de démontrer à ces jeunes qu’ils ne sont pas seulement victimes mais qu’ils sont aussi des acteurs sociaux. Il convient de s’attaquer à la racine du mal, la politique de la Ville, qui a généré des*

“Les minorités visibles n’ont pas besoin de représentants de la diversité qui sont déconnectés [...]”

Boualem Azahoum

bantoustans communautaires. De ce point de vue, l’apartheid a été construit par la politique de la Ville en créant des ruptures d’égalité dans ces territoires avec le droit commun, car les droits sociaux des personnes qui y vivent sont gérés par ordonnances. Voilà la raison pour laquelle le rapport à la loi de la République est contrarié dans ces territoires.”

Retour du mouvement beur

Il est sans doute un peu tôt pour conclure au retour d’un mouvement beur. Mais les militants lyonnais qui avaient secoué la France dans les années 1980 ont l’intention de ne pas laisser le terrain des revendications sociales à ceux *“qui ont la tentation intégrationniste ou sécuritaire parmi les immigrés et leurs descendants eux-mêmes, certains allant jusqu’à rejoindre les rangs de la police, voire à demander l’intervention de l’armée dans les quartiers populaires”*, souligne Mogniss Abdallah, autre figure des mouvements immigrés des années 1970-1980, en référence à la sénatrice Samia Ghali, qui avait réclamé l’intervention de l’armée dans les quartiers nord de Marseille. Zaâma d’banlieue et Jeunes Arabes de Lyon et banlieue avaient cessé leurs activités après le retour de la gauche au pouvoir, en 1997, et l’accession de Lionel Jospin à Matignon. La lutte reprend sous une présidence socialiste. Le mouvement beur de Lyon n’a pas dit son dernier mot.

◆ SLIM MAZNI

Une Italie aux multiples visages

Après la Seconde Guerre mondiale, l'immigration italienne se fait plus forte. Ceux d'aujourd'hui sont souvent les enfants d'Italiens arrivés entre 1955 et 1965. Ces divers destins forment une communauté aux multiples visages.

“**S**paghetti, rital... , on en prenait plein la gueule à l'école et même après sur les chantiers.” Ancien menuisier, venu avec ses parents à Lyon dans les années 1960, Francesco se souvient de débuts difficiles pour les nombreux Italiens qui sont arrivés en ville après la Seconde Guerre mondiale. L'homme ajoute : “On a été tranquilles à partir des années 1980, ce sont les Arabes qui ont pris notre place.” Difficile également pour ce fils de paysan de s'intégrer par la politique. Au final, c'est l'Église qui lui a permis de “se sentir français” : “On allait à la messe tous les dimanches avec notre mère et on mange de la charcuterie, ça a aidé à se faire accepter.” Quand on lui demande s'il se sent encore italien, Francesco apporte une réponse souvent entendue dans la bouche de ceux qui sont arrivés après-guerre et avant les années 1970 : “Je suis français, nationaliste et patriote. Ce pays m'a accueilli et j'en suis reconnaissant. À la maison, on n'avait pas le droit de parler italien, c'était un manque de respect.” L'ancien menuisier va plus loin : “Oui je vote Front national et on pourrait même dire que je suis raciste, mais nous avons fait beaucoup d'efforts pour nous intégrer, les immigrés doivent faire pareil.” Derrière lui, son frère qui l'écoute attentivement lui lance : “Heureusement que les gens n'ont pas fait comme toi dans les années 1960, sinon on serait re-

tournés dans notre pays en charter après avoir été expulsés. Après s'être occupé des Maghrébins, le Front national s'occupera peut-être des Italiens.”

La communauté lyonnaise italienne est aujourd'hui majoritairement composée d'hommes et de femmes arrivés à Lyon après la Seconde Guerre mondiale. Ceux issus de la première grande vague d'immigration des années 1880 ne savent parfois plus eux-mêmes qu'ils sont issus de la péninsule. Cinq à six générations et les mariages mixtes sont passés par là. Seuls les patronymes sont restés, à l'image des D'Agostino, Micheli, Bello, quand ils n'ont pas été trop modifiés ou francisés. Nombreux sont les Lyonnais à avoir du sang italien dans les veines, mais ces racines sont imperceptibles à moins de refaire son arbre généalogique. Ce n'est pas le cas des générations venues en France en pleines Trente Glorieuses. Après 1945, les Italiens du Sud se font plus nombreux à Lyon et l'on remarque une augmentation de Sardes et de Siciliens quand, avant la Première Guerre mondiale, les Piémontais étaient les plus nombreux. La Guillotière est moins le quartier italien qu'il fut autrefois. Les nouveaux venus partent vers la périphérie de la ville, notamment à Villeurbanne. Les ouvriers plâtriers, reconnus pour leur talent avant la Première Guerre mondiale, ont été remplacés par les maçons. Pour Jean-Luc de Ochandiano, ...





Les Italiens du bidonville de Gerland en 1930

Photographie réalisée par les sœurs apostoliques de Marie-Immaculée. À cette époque, fortement anticléricale, les sœurs étaient en tenue civile et venaient en aide quotidiennement aux plus démunis.

Sources : Archives apostoliques de Marie-Immaculée.

...
 auteur de *Lyon à l'italienne*, les Italiens accèdent alors aux responsabilités politiques, contribuant à leur intégration. C'est aussi "l'âge d'or des associations italiennes", qui assurent "le maintien du lien avec l'Italie".

Les multiples Italie lyonnaises

Au gré des rencontres au sein de la communauté italienne, une certaine rupture s'est fait ressentir. D'un côté, une grande majorité, totalement intégrée, souvent enfants ou petits-enfants de naturalisés, gardent certaines racines mais demeurent français avant tout. Il y a aussi les Italiens qui se veulent plus royalistes que le roi, plus français que leurs voisins, et qui ont tourné le dos à leur passé. Mais l'on trouve aussi des hommes et des femmes attachés à leur pays d'origine qui ne se sentent pas totalement français et espèrent peut-être finir leur vie "là-bas". Pour ces deux dernières catégories, la dualité s'est fait ressentir à plusieurs reprises, donnant l'impression d'être face à au moins deux tendances qui s'opposent. Pierre Lonobile, patron du restaurant *Casa Nobile*, explique pourquoi certains ne se sentent pas français : "Nos

"Nos parents sont parfois venus avec l'idée qu'ils ne resteraient pas en France. Ils ne se sont pas intégrés, car ils pensaient retourner en Italie"

parents sont parfois venus avec l'idée qu'ils ne resteraient pas en France. Ils ne se sont pas intégrés, car ils pensaient retourner en Italie. Cela ne les a pas empêchés d'être très reconnaissants envers la France." Pour lui, c'est une histoire de racines : "En Sicile, nous sommes très attachés à la terre. Mes parents n'avaient jamais acheté de maison en France, ils sont restés dans leur bloc HLM." Quand on lui demande s'il se sent français, il prend le temps de peser ses mots : "Je suis de nationalité italienne. Je ne me sens pas français. On n'a pas de famille en France. Mais attention, j'aime la France, je respecte ce pays. En 1998, j'étais derrière l'équipe de France. En 2006, derrière l'Italie !" (Rires.)

"Italien de cœur, mais aussi français"

Né en France et possédant la double nationalité, le chanteur Marco Balsamo explique de son côté : "Si on ne se ment pas, on se sent plus italien que français, c'est le sang qui coule dans nos veines. C'est l'amour de sa famille, l'attachement à la terre. On est italien de cœur, mais aussi français et respectueux de son pays d'accueil." Marco Balsamo, qui se produit lors de concerts organisés par des associations italiennes, constate lui aussi plusieurs tendances à Lyon : "Je vois certains qui tournent le dos à l'Italie, qui vont être dans l'extrême et renier leur origine, être content que leur fils travaille à la préfecture ; il y a les gens qui gardent leurs racines ; et puis une autre catégorie, que l'on oublie, qui ne va pas s'intégrer, vit avec des idées du siècle dernier, comme le fait qu'il ne faut vivre qu'entre Italiens. Il faut savoir faire la part des choses." Beaucoup l'ont faite et la grande majorité de la communauté italienne lyonnaise s'est totalement intégrée, voire a réussi, à l'image de la famille des hôteliers Giorgi, souvent citée en exemple par les Italiens que nous avons rencontrés.



Pierre Lonobile, patron du restaurant Casa Nobile : "Je suis de nationalité italienne. Je ne me sens pas français. On n'a pas de famille en France. Mais attention, j'aime la France, je respecte ce pays."

Le complexe d'infériorité

Brigitte Dulcey gère depuis quatorze ans le supermarché italien Cofi de Villeurbanne. Elle a vu passer les anciens et nouveaux immigrés, mais aussi beaucoup de concurrents qui n'ont "jamais tenu" malgré une forte communauté italienne à Lyon. Elle aussi témoigne de ces différents visages lyonnais que l'on retrouve et s'en amuse : "Ceux qui n'ont pas coupé le cordon avec l'Italie sont plus exigeants, veulent un type

de produit précis et, s'ils ne le trouvent pas, ils vont le chercher là-bas directement."

À la sortie du supermarché, un client se confie : "Parfois, nous avons un complexe d'infériorité face aux Français, c'est pour ça que certains Italiens sont plus attachés au pays que les Français de souche eux-mêmes. Ça engendre du racisme et moins de tolérance vis-à-vis des Maghrébins, qui donnent parfois l'impression de moins faire d'efforts que nous ou nos parents pour s'intégrer. On n'est pas

patient." Pierre Lonobile se veut plus philosophe, tout en ayant conscience de ce sentiment dans la communauté italienne : "Il ne faut pas oublier d'où on vient. Il n'y a pas de bonne ou mauvaise immigration. Qui sommes-nous pour juger ?" À Lyon, il n'y a définitivement pas une seule Italie.

◆ FLORENT DELIGIA

Lyon : 2 000 ans d'histoire italienne

Depuis le Moyen Âge, Lyon entretient une forte relation avec l'Italie. Sur la route entre le cœur de la France et la péninsule, la ville est devenue un passage quasi obligatoire, où certains Italiens ont décidé de s'établir pour ne jamais le quitter.

Avant d'être française, la ville a surtout été italienne, romaine avec la fondation historique de Lugdunum en 43 avant Jésus-Christ par Lucius Munatius Plancus (un authentique fils de la péninsule italique !). Le retour se fera à la fin du Moyen Âge. La Renaissance lyonnaise est en partie italienne avec l'arrivée de commerçants et des banquiers de la péninsule et surtout la marque des Gadagne, une riche famille de Florentins, alliée de François I^{er}. Quasiment au même moment, les Italiens Étienne Turquet et Bartolomeo Naris lancent la confection de la soie à Lyon et font venir à cette occasion des ouvriers de Gênes. Cette immigration de riches, de puissants ou d'ouvriers très qualifiés est alors largement bien vue et contribue au nouvel âge d'or lyonnais. Après les Romains, les Italiens continuent ainsi de façonner la rive droite de la Saône, inspirant parfois l'architecture du Vieux-Lyon. Les voyageurs de la péninsule ne manquent d'ailleurs pas de vendre cette partie de Lyon comme une petite Italie digne de Florence.

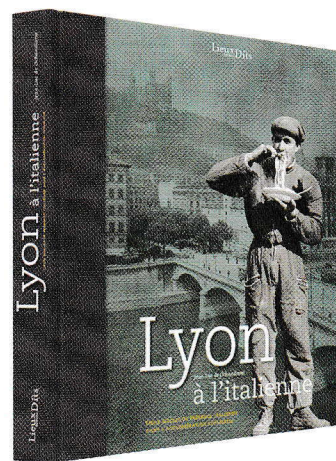
Les plâtriers de la Guillotière

Paradoxalement, les Italiens qui arriveront après l'Empire seront moins les bienvenus que leurs aïeux. À partir de 1815, ce sont les Piémontais qui viennent à Lyon, en es-

perant y trouver du travail. La vague d'immigration la plus importante arrivera après les années 1850, pour se faire plus forte à partir de 1880. Il s'agit alors d'ouvriers plâtriers, qui trouvent à la Guillotière le quartier idéal pour s'implanter. En 1894, quand le président Sadi Carnot est assassiné par l'anarchiste italien Caserio, la foule en colère se rend automatiquement à la Guillotière pour venger ce crime en s'en prenant à la communauté. Certains commerçants italiens installent alors des pancartes sur leur vitrine où il est inscrit qu'ils sont français.

Des bras pour les usines

Après la Première Guerre mondiale, le tissu industriel lyonnais est dense. Des bras sont nécessaires pour faire tourner les chaînes de production. Certains Italiens acceptent de venir occuper ces postes ne demandant pas de qualification particulière, quand les Français s'y refusent. Selon Jean-Luc de Ochandiano, en 1926, le Rhône compte 28 500 Italiens, hors ceux qui sont naturalisés : "La colonie italienne est donc plus importante que les chiffres ne le laissent à penser" (*Lyon à l'italienne*, p.144). Ils n'ont pas toujours les moyens de se loger dans les immeubles de la ville, entraînant l'émergence des "barraques de Gerland", autre nom pour des bidonvilles. Une autre immigration fait son apparition dans les années 1930, politique



celle-ci, avec les Italiens qui fuient le fascisme. La France durcit le ton face aux immigrés et, durant l'entre-deux-guerres, n'hésite plus à expulser ceux qui n'ont pas de papiers. À partir de 1955, une nouvelle vague d'immigration italienne arrive à Lyon, pour trouver du travail, pendant les Trente Glorieuses. Elle constitue aujourd'hui l'immense majorité de la communauté italienne.

◆ F.D.

Pour aller plus loin :

Jean-Luc de Ochandiano, *Lyon à l'italienne – Deux siècles de présence italienne dans l'agglomération lyonnaise*, éditions Lieux Dits, 2013.